



Rennes, le 18-02-2021

Déclaration de la CGT-Éduc'action 35

Monsieur le Directeur Académique, Mesdames , Messieurs les membres du CTSD

Notre instance de ce jour se déroule de manière inédite. Voilà un an qu nous connaissons une situation sanitaire, et donc scolaire, exceptionnelle.

Nos écoles ont connu plusieurs protocoles, les personnels, les élèves et les familles ont affronté le stress, l'incertitude, la maladie pour certains.

Notre organisation syndicale, au fil des annonces gouvernementales, mais aussi de nos instances, a la curieuse impression que les méthodes d'avant la pandémie continuent de s'appliquer pendant la pandémie, alors même que chacun reconnaît la nécessité d'un plan d'urgence pour l'éducation et pour les services publics en général.

Cette impression se vérifie dans la carte scolaire actuelle.

Depuis de nombreuses années ,nous revendiquons dans ce département des moyens pour améliorer notre P/E qui reste un des plus faibles nationalement même s'il est en augmentation.

Alors qu'aucun moyen supplémentaire n'a été donné depuis la rentrée 2020 pour anticiper les nouvelles vagues épidémiques si ce n'est quelques postes de contractuels , la dotation académique est nulle et pour notre département cela représente 25 postes.

Indigent et loin des ambitions affichées pour le 1er degré

Certes la démographie scolaire est en baisse mais ne fallait-il pas profiter de cette baisse pour améliorer les conditions d'apprentissage de nos élèves en diminuant partout les effectifs de classe.

De toutes les enquêtes , il ressort que c'est une revendication majeure de nos collègues.

De plus , les 25 postes alloués à notre département sont en grande partie consommés par les nouvelles mesures concernant les décharges de direction et par l'ouverture de classes breton.

Depuis de nombreuses semaines déjà, vous n'avez plus de remplaçants à envoyer dans nos écoles.

En septembre, il était encore temps d'anticiper ces problèmes de remplacement et de recruter en conséquence.

Aujourd'hui, le Ministère pourrait proposer une carte scolaire pour septembre qui acte que, oui, il va falloir vivre avec le virus encore longtemps, selon les propres mots du président.

L'année prochaine encore,nous devons remplacer plus qu'habituellement les enseignants, les AESH et de manière générale tous les personnels au contact des enfants.

Pas de plan d'urgence , pas de plan sur le long terme , ce gouvernement organise t-il lui-même le dysfonctionnement des écoles en maintenant la pénurie des personnels?

Et malheureusement , vos services doivent en permanence composer avec cette pénurie et redoubler d'efforts pour ne pas faire sombrer le navire.

Nous les remercions pour cela.

Si nous saluons l'effort fait en direction de l'éducation prioritaire avec l'accélération des dédoublements en GS dans les REP, cela ne peut se faire au détriment des autres classes.

Le travail de carte scolaire est trop souvent rendu difficile par la multiplication des priorités décidées d'en haut: le rural l'an dernier, les dédoublements en CP et CE1 en Éducation Prioritaire en attendant les CP et CE1 à 24 dans toutes les écoles...

L'empilement de ces mesures rend la tâche impossible et crée des inégalités de traitement.

Par ailleurs nous sommes très inquiets du devenir de la REP et de son démantèlement avec la réforme qui s'annonce.

La fermeture de 4 postes de RASED (2E , 2G) est incompréhensible alors que les besoins n'ont jamais été aussi criants

Pendant que se décide la carte scolaire de la prochaine rentrée dans les départements , les ateliers du «Grenelle» viennent d'émettre des propositions qui sont aujourd'hui sur la table du Ministre de l'Éducation Nationale.

Dans ces propositions ,on retrouve pêle-mêle la revalorisation au mérite,l'instauration d'une autorité hiérarchique de la direction d'école ou une explosion des statuts et obligations réglementaires de service. Si ces dernières propositions sont conservées par le ministre, on assistera à la liquidation du statut de Fonctionnaires, la fin des grilles d'avancement des carrières et la gestion collective des personnels. On basculera irrémédiablement vers des carrières individualisées et «valorisées au mérite».

De plus , la publication de ces propositions au moment où on apprend que le ministère n'a pas utilisé 200 millions de budget en 2020 est une véritable provocation pour la communauté éducative. Il est inacceptable d'apprendre qu'il n'y a pas de moyens pour rémunérer correctement tous les personnels, pour les augmenter, en recruter davantage, leur créer un véritable statut dans la Fonction Publique d'État (AESH ou AEd) et que dans le même temps, le ministre fait des économies sur leur dos et leur promet l'aumône, de la concurrence ou du management autoritaire.

Vous comprenez pourquoi la CGT Éduc'action a très vite décidé de se retirer de ces ateliers dénonçant une mascarade et elle a eu raison de le faire

Monsieur le Directeur Académique, alors que les nouveaux variants du Covid-19 font peser une grave menace sur les personnels et les élèves, avez-vous des moyens supplémentaires en urgence pour freiner la contamination? Avez-vous d'ores et déjà des dotations massives en postes pour anticiper la rentrée, forcément inédite, de septembre 2021? Si tel n'était pas le cas, vous pouvez, Monsieur le Directeur Académique compter sur la CGT pour vous aider à les réclamer et les obtenir.

Merci de votre écoute